

6 Économie

Finam Gabon/Trois questions au directeur général...

...Gilbert Mvé Assoumou : " Malgré la crise, la Finam se porte bien ! "

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

En dépit de la crise économique qui touche tous les secteurs-clés de l'économie nationale, notamment la microfinance, la Financière africaine de microprojets (Finam) tient malgré tout à garder le cap, grâce à plusieurs actions et mesures correctives qui lui permettent aujourd'hui d'en atténuer les effets et de se projeter vers l'avenir.

l'union. La crise économique actuelle frappe tous les secteurs de l'économie nationale. D'après un rapport de la Cobac, plusieurs établissements de microfinance seraient, dit-on, actuellement dans le rouge. Est-ce le cas pour la Finam ?

Gilbert MVÉ ASSOUMOU : La crise économique que nous vivons depuis près de trois ans met à l'épreuve la capacité de résilience de notre établissement face à une situation de turbulence. Et j'entends par résilience, non pas la capacité de résister d'un seul bloc contre vents et marées, mais plutôt la capacité à se réorganiser de façon structurée, de façon à atténuer les effets de la crise et permettre que l'établissement continue à se développer et à se projeter dans l'avenir. Autrement dit, pour faire face à la crise, nous devons renoncer à la logique de "business as usual", qui signifie continuer nos activités habituelles comme si de rien n'était, et adopter une démarche plus structurée qui intègre la gestion permanente de la crise, afin de limiter le risque de défaillance

de l'établissement. C'est ainsi que, dès le début de la crise, nous avons mis en place un processus de résilience qui comporte certaines mesures et actions correctives. A titre d'exemples, nous avons volontairement freiné les décaissements de crédits en limitant leur renouvellement aux anciens clients, tout en s'abstenant des crédits progressifs. Nous observons une grande vigilance sur les crédits aux nouveaux clients. C'est également le cas de notre désengagement des segments de marchés devenus plus risqués, à cause du lien direct à la conjoncture. Il en est ainsi des fournitures de services au secteur pétrolier et des BTP. Au-delà de la crise et en se projetant à l'avenir, nous envisageons une stratégie de rebond multi-dimensionnelle qui intègre simultanément plusieurs volets. Celle-ci signifie que malgré la crise, nous n'allons pas renoncer à notre stratégie d'expansion. Elle se poursuivra à un rythme approprié et au moment opportun sur le plan local, en même temps que le développement à l'international. Viennent ensuite s'ajouter la diversification vers des nouveaux marchés de clients et l'innovation pour les services offerts à notre clientèle cible. Nous y associerons également le développement d'une culture de vision à long terme. Car, les risques actuels provenant de la crise ne doivent pas nous faire perdre de vue les objectifs à long terme.

Dans ce contexte particulièrement difficile, est-ce que l'accompagnement des PME et le soutien à l'entrepreneuriat constituent encore une priorité dans votre stratégie de développement ?



Le DG de Finam, Gilbert Mvé Assoumou.

La microfinance vise deux objectifs : financier d'une part, et social d'autre part. Ceci étant, malgré la prédominance de la mission financière qui consiste à assurer la viabilité financière de l'institution en offrant des services financiers, les institutions de microfinance sont par essence sociales, capables de combiner l'offre des services financiers et non-financiers telle qu'une formation aux micro entrepreneurs. Dès sa création, Finam s'est inscrite dans l'accompagnement et le soutien des porteurs de microactivités qui génèrent des revenus. Par leur nature, les activités génératrices de revenus exigent une forte implication des microentrepreneurs dans la mise en œuvre des activités. En effet, créer un micro projet suppose d'avoir des connaissances techniques ; une certaine capacité organisationnelle et de maîtrise des multiples tâches internes et envers les fournisseurs et clients. Pour une meilleure gestion de tous ces paramètres, ainsi que pour stimuler l'esprit d'entreprise, des actions de formation en faveur des personnes clés permettraient de développer leurs

aptitudes entrepreneuriales. Ce qui renforcerait également l'activité elle-même. Par ce biais, notre établissement Finam offrira à certains clients sélectionnés, cet accompagnement qui permettrait de développer auprès d'eux des compétences techniques et managériales nécessaires à la gestion des activités génératrices de revenus ; de réussir durablement les projets en toute autonomie ; et de réduire le taux de cessation d'activités. Les critères de sélection feront l'objet d'une communication ultérieure par voie de presse.

Après douze ans de présence déjà dans le pays, on peut donc être rassuré que la Finam va continuer à fournir ses services au Gabon ?

Il faut dire, pour commencer, que Finam a obtenu son agrément du ministère de l'Économie et des Finances en 2005, après avis conforme de la Cobac, lui conférant le statut de N°1 des entreprises de microfinance (EMF) de 2e catégorie au Gabon. Mais en réalité, Finam est née et bénéficie de l'expérience d'une coopérative d'entraide qui fonctionne sous forme associative depuis 1982. A ce jour, Finam compte 16 agences interconnectées fonctionnant en temps réel et réparties dans 6 provinces du Gabon. Finam Gabon, c'est 190 salariés au service de quelques 86 000 clients. 7 000 personnes sont bénéficiaires actuellement de nos crédits. Nos clients sont des commerçants, des associations, des fonctionnaires, de la main d'œuvre non-permanente, des salariés du privé, des PME/PMI, qui bénéficient de nos gammes de produits diversifiés à savoir, épargne, crédit, change manuel, transferts

d'argent. Donc, on peut dire que Finam Gabon se porte bien. Nous avons passé aisément la période de vulnérabilité des institutions de microfinance, qui est de 0 à 5 ans. Notre développement s'est accéléré par la suite. Le chemin parcouru a permis de se consolider graduellement. Il faut dire, par ailleurs, que la Finam a commencé, depuis l'année 2016, son internationalisation par le Togo, et y compte 8 agences à l'heure actuelle, et plus de 7 000 clients.

Votre mot de fin ...

Malgré la crise, nous restons confiants. Cette confiance est avant tout le fruit de la longue expérience que nous avons du marché. Celle-ci sera renforcée par les nombreux enseignements que nous pourrions tirer de la crise. En tant que premier établissement de microfinance, avec la promotion du secteur, nous avons vécu l'entrée progressive de nouveaux acteurs sur le marché. Ce qui a quelque peu réduit notre part de marché à un moment donné. Mais nous admettons que la concurrence est bénéfique pour l'économie, car elle apporte au consommateur plus de choix parmi les opérateurs et contribue à la baisse des prix. De plus, elle incite Finam à être plus compétitive. Dans ce contexte, nous travaillons à la mise en place d'une dynamique qui est centrée sur le client et qui consiste à améliorer la qualité des produits et des services que nous leur offrons. Je demande donc à tous nos clients et partenaires de continuer à nous faire confiance. La période de crise que nous traversons permet de réaliser que Finam peut perdurer, même dans des conditions difficiles.

PISCCA/ Signature d'un protocole de financement entre la Croix-Rouge gabonaise et l'ambassade de France

Plus de 20 millions de francs pour la Croix-Rouge

W.N.
Libreville/Gabon

LE président de la Croix-Rouge gabonaise, Guy Patrick Obiang Ndong, et le conseiller de Coopération et d'Action culturelle de l'ambassade de France au Gabon, Bernard Rubi, ont signé, le lundi 9 octobre dernier, un protocole de financement. Celui-ci fait suite à la sélection du projet concocté par la Croix-Rouge gabonaise parmi les sept lauréats du

programme français "Projets innovants des sociétés civiles et coalitions d'acteurs" (Piscca), dont la liste a été dévoilée le 5 octobre dernier par l'ambassadeur de France. Le montant de ce financement s'élève à 20 829 896 francs. Le projet de la Croix-Rouge gabonaise, appuyé par la Coopération française dans le cadre du Piscca, porte sur le développement d'une approche communautaire de la lutte contre le VIH, les violences basées sur le genre et



Les représentants de la Croix-Rouge gabonaise et de l'ambassade de France signant le protocole de financement du projet PISCCA.

les grossesses précoces. Pour mémoire, le programme Piscca constitue un nouvel outil unique de l'ambassade de France au Gabon au service du financement de projets de développement portés par les acteurs non-gouvernementaux et, dans la limite de 20% de l'enveloppe globale, par les organismes de l'Etat gabonais.

Au titre de l'année 2017, le montant de l'enveloppe Piscca est supérieur à 120 000 000 de francs (185 000 €).

Cette somme est consacrée au financement de projets portant sur les droits fondamentaux des femmes et des enfants, l'insertion économique de la jeunesse et le développement local, ainsi que le regroupement et la mise en réseau des acteurs de la société civile gabonaise.

Une attention particulière est, par ailleurs, portée à la question du genre ainsi qu'à l'usage des technologies de l'information et de la communication.

Après la réunion des ministres des Finances membres de la zone franc

Bercy en appui des Etats pour mieux collecter l'impôt

AFP
Paris/France

LES ministres des Finances des zones francs de l'UEMOA et Cémac, ainsi que leur collègue des Comores qui a son propre franc, ont tenu jeudi dernier à Paris leur conférence semestrielle, sous la présidence de Bruno Le Maire. Les travaux

ont porté sur les grands équilibres budgétaires et financiers des pays de ces zones, ainsi que sur les moyens d'augmenter les recettes fiscales. Ces dernières, en raison d'une économie souterraine massive, ne dépassent pas en moyenne 15 % du PIB. Ainsi, Bercy a fourni des conseils aux administrations des pays africains pour pratiquer l'art de la collecte fis-

cale, qui consiste comme disait Colbert à « arracher le maximum de plumes à l'oie avec le minimum de cris ». Pour ce qui est des grands équilibres financiers, les soucis sont concentrés sur la Cémac (Cameroun, république centrafricaine, Gabon, Tchad, Guinée équatoriale, république du Congo), dont les membres sont déstabilisés par la chute des cours de l'or noir, à la différence de

leurs homologues de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Les réserves de changes des pays de la Cémac ne dépassaient plus l'équivalent de 2 mois d'importations en décembre dernier, quand un plan d'aide d'urgence en contrepartie d'un plan d'assainissement a été décidé à Yaoundé sous l'égide du Fonds monétaire internatio-

nal (FMI). Ce dernier a dérogé à cette occasion à sa règle habituelle de ne pas prêter plus de 75% à 100 % de la quote-part de ses Etats membres, pour monter à 200 %, malgré les objections américaines. Paris a prêté en sus 1 milliard d'euros (654 milliards de francs) sur trois ans. Aux critiques récurrentes sur le franc CFA qui serait un vestige colonial, Bercy répond qu'il

s'agit « d'un instrument de développement dans le cadre d'un destin commun », et que les pays africains bénéficient d'une convertibilité illimitée, du placement rémunéré à 0,75% de leurs réserves, alors que les banques centrales de la zone euro sont en territoire de taux négatifs, et d'une garantie du Trésor français, qui a d'ailleurs joué à hauteur de 48 millions d'euros l'an dernier".